

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°75 - 14 mai 2011

Pour une maîtrise publique de l'activité des banques

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : dimanche 15 mai 2011

Démocratie & Socialisme

Les résultats trimestriels des banques font la Une de l'actualité économique. Si on observe leur activité de financement de l'économie, on s'aperçoit qu'elle reste atone. L'encours des crédits aux entreprises s'élevait à 780 milliards fin décembre 2010, en progression de 1,2 % et les PME ne bénéficiait à ce titre que de 188 milliards.

Si la place et le rôle des banques dans la crise financière n'est plus à démontrer, les limites des politiques de distribution du crédit aux entreprises sont moins commentées. La grande leçon de la crise n'a pas été tirée et ce sont les activités financières qui restent dominantes.

La proposition de création d'une Banque publique d'investissement dans le projet 2012 du PS est donc de première importance.

Elle vise à redonner à la puissance publique une capacité d'intervention sur l'économie. La déclinaison sous forme de Fonds régionaux doit permettre une plus grande réactivité et avoir un effet de levier sur l'orientation des financements de l'ensemble du secteur. 100 milliards de crédits pourraient être mieux mobilisés.

Mais la question du reste du secteur bancaire reste entière. Sans maîtrise publique ou sans contrôle de ses activités, c'est la course à la rentabilité financière à court terme qui risque de perdurer. Et le secteur privé ou mutualiste conserverait la maîtrise de 87 % de la distribution du crédit aux entreprises.

Modifier la loi bancaire

Le législateur a la possibilité de modifier la loi bancaire pour réorienter le secteur bancaire vers son « cœur de métier » de financement de l'économie en lui assignant *des missions de service public*. Quoi de plus normal après l'aide massive dont le secteur a bénéficié sans condition ?

Des entreprises, comme Natixis et Dexia, créées notamment à partir de filiales de la Caisse des Dépôts, ont coûté cher en termes de soutien de l'État. *Organiser leur intégration dans la sphère publique sera un juste retour des choses.*

Concernant Natixis, cela libérerait des capacités nouvelles pour les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne dont une partie des résultats sont « captés » par Natixis. Ce pourrait être la première application concrète de la séparation des activités de dépôts et des activités financières.

Quant à Dexia - Crédit local de France, son apport au financement des collectivités locales justifie d'en faire un outil sous contrôle après les errements des crédits complexes accordés avant la crise.

C'est la voie pour faire davantage participer l'ensemble des banques au financement des besoins économiques, sociaux, environnementaux. Pas suffisant pour tout régler certes, mais nécessaire pour commencer à changer la donne.